L'Echo de Manitoba

JEUDI, 30 AOUT 1900.

M. D'HELLENCOURT, Rédacteur et directeur.

Boite 1309, WINNIPEG, MAN.

La Northwest Review

Il y aurait beaucoup à dire de l'article publié dans la NORTHWEST REVIEW, la semaine dernière, mais comme nous estimons parfaitement inutile et oiseux de ressasser des discussions antérieures, nous bornerons nos remarques à quelques points seulement.

L'article de l'ECHO, auquel celui de la "NORTHWEST REVIEW répond, était suffisamment clair et lucide, nous semble-t-il, pour ne donner lieu à aucune des interprétations, que semble lui donner M. Cherrier.

Nous écrivions :

"L'entrée d'un membre du Clergé catholique dans l'Advisory Board est d'un intérêt tout particulier pour la minorité ; car elle constitue de fait une ADHÉSION PLUS COMPLÈTE de la part de l'autorité ecclésiastique à la politique de conciliation pratiquée depuis 1897."

Et plus loin :

"La conduite de l'autorité ecclésiastique en cette circonstance aura donc pour effet de DÉGAGER un peu plus encore la QUESTION SCOLAIRE DES INTÉRÊTS DE PARTI, ce qui est le but premier auquel tous devraient tendre."

M. Cherrier a-t-il quelque chose à objecter dans ces déclarations ? Nous ne le croyons pas, car elles sont absolument conformes à la direction de l'Encyclique, à laquelle M. Cherrier déclare adhérer entièrement.

Nous ne comprenons donc guère, les si, et les mais, qui émaillent l'article de la NORTHWEST REVIEW.

Il semble en vérité, non moins étrange, de voir l'attitude nettement hostile du Rev. M. Cherrier contre Sir W. Laurier et le règlement de 1897.

Nous ne voyons pas comment l'on peut adopter la politique de conciliation, et se déclarer hostile au règlement de 1897, qui est en somme l'origine et la sanction de cette politique et qui marque le premier pas dans la voie de la conciliation.

Le règlement peut-être imparfait, insuffisant, il n'en constitue pas moins, un progrès réel sur l'état de choses d'avant 1897, c'est le point de départ légal, constitutionnel, qui peut et doit permettre l'acheminement vers le règlement parfait et suffisant.

Quoiqu'en puisse penser M. Cherrier, il n'entre pas dans notre esprit, la moindre idée de partisannerie politique, lorsque nous nous exprimons ainsi.

Nous nous appuyons uniquement sur le bons sens, et la raison.

Il est facile de constater, en lisant l'article de M. Cherrier qu'il juge tout autrement la situation, et c'est bien là ce qui nous préoccupe à juste titre.

Personnellement, M. Cherrier est libre de préferer la politique de cœrcition à la politique de conciliation, mais comme membre de l'Advisory Board, chargé d'appliquer et de faire progresser cette politique de conciliation, son agressivité déclarée contre le règlement de 1897, constitue un danger réel pour les intérêts de la minorité.

La position prise par M Cherrier est absolument anormale et illogique.

La politique de cœrcition est une chose; celle de conciliation en est une autre; il faut choisir une fois pour toutes et sans arrière pensée entre les deux.

Si M. Cherrier voit jour pour la minorité de revenir avec chances de succès à la politique de cœrcition, qu'il nous dise sur quoi reposent ses espoirs, et très sincèrement nous nous rangerons à son avis, du moment où il pourra nous donner des raisons valables.

Si non, qu'il abandonne une fois pour toutes ses préférences et travaille sans arrière pensée dans la seule direction qui nous est ouverte, à l'heure actuelle.

Nous regrettons de voir l'injustice, que commet M. Cherrier à l'égard de M. S. A. D. Bertrand; nous avions tout lieu d'attendre plus d'impartialité de sa part. M. Cherrier, n'a pas le droit d'ignorer, les résultats obtenus par son prédecesseur dans l'Advisory Board, et pour ne citer que deux des plus importants, l'obtention des brevets pour plus de cinquante instituteurs et institutrices, l'acceptation des livres destinés à nos écoles, suffiraient à prouver toute l'injustice commise par M. Cherrier.

Il est d'autres faits, que nous pourrions citer et prouver à M. l'abbé Cherier, si le désir de réparer son injustices, l'incitait à mieux se renseigner.

Nous ne ferons que mentionner, la petite méchanceté qu'il décoche en passant au rédacteur de L'ECHO, méchanceté qui d'ailleurs cadre mal avec les sentiments qu'on serait en droit d'attendre de son caractère sacré.

Jamais aucune considération financière ou autre, ne pourra influencer le rédacteur de L'ECHO et le décider à flagorner qui que ce soit, non plus qu'à agir ou à parler contre sa pensée.

Il serait à souhaiter, que dans cette occasion, M. l'abbé Cherrier, ait fait preuve d'autant d'indépendance et d'impartialité.

Toujours bluffeurs, ces bons bleus !

Les torys sont essentiellement "bluffeurs", chacun sait ça ; règle générale, les individus de ce caractère font d'autant plus d'esbrouffe qu'ils sentent leur position plus difficile.

Tout ce qu'ils cherchent, c'est d'en imposer aux autres. A voir le train que mènent nos bons bleus, il est facile pour qui connait leurs procedés, de juger combien ils ont peu de confiance dans la victoire de leur parti aux prochaines élections.

Manifestement ils cherchent à donner le change, lorsqu'ils chantent à tue-tête qu'ils vont balayer le gouvernement libéral.

Ils agissaient de même en 1896, mais toutes leurs vantardises ne les ont point empêché de remporter une veste bien conditionnée.

Il en sera de même cette foisci encore.

Au nouveau Brunswick, tous les libéraux sont d'accord pour prédire que le gouvernement Laurier remportera 12 sièges sur les 14 qui forme la députation de cette Province. M. Foster, l'oracle financier conservateur, a grande chance d'être battu.

Dans la Nouvelle Ecosse, si les conservateurs réussissent à faire élire quatre de leurs candidats sur les vingt qu'ils vont mettre en ligne, ils pourront s'estimer heureux.

Dans l'Ile du Prince-Edouard, les libéraux sont assurés de la victoire dans trois comtés sur cinq.

Dans l'Ontario, la majorité est également chose certaine pour les libéraux.

Jamais le gouvernement libéral n'a joui d'un plus grand prestige parmi les populations ontariennes.

Un des organisateurs en tournée dans la province d'Ontario en ces derniers temps pour prélever des souscriptions électorales, a essuyé un échec significatif.

Il s'adressa à un grand manufacturier qui en 1896 avait fourni une respectable cotisation au fond d'élection des conservateurs.

Voici la réponse qu'il en reçut:

"Je souscrirais certainement au fonds d'élection, pour le montant habituel de $20,000; mais ce sera en faveur du parti libéral, dont la sage politique n'a permis de doubler le chiffre de mes affaires."

Dans Québec, les chefs conservateurs divisés entre eux, n'ont d'ailleurs aucun prestige.

M. Hugh Graham le propriétaire du STAR et du JOURNAL est la tête dirigeante de la coterie bleue, avec le fameux Bergeron.

D'ailleurs la zizanie est dans le camp. Le JOURNAL se prend de bec avec le HAMILTON SPECTATOR, le fameux journal tory; et les aménités pleuvent.

La galerie se paye une pinte de bon sang

Sir W. Laurier est assuré de voir augmenter sa majorité déjà si importante, dans Québec.

Dans le Manitoba sur les 7 comtés, les libéraux en remporteront trois ou quatre.

Enfin dans l'ouest la déroute complète des conservateurs est chose certaine.

Nous ne connaissons point exactement quelle est la situation des partis dans la Colombie, mais, les résultats de la Colombie ne peuvent rien changer au résultat général.

D'ailleurs, on cherche en vain quel grief pourrait inciter le peuple canadien à voter contre un gouvernement dont l'administration prevoyante, habile, et sage a assuré au pays tout entier une prospérité qui contraste agréablement avec les années de disette et de misère de l'ancien régime.

Il n'est pas parmi toutes les accusations élaborées à grande peine par les torys, contre le parti libéral, une seule accusation qui puisse soutenir la discussion.

Aussi nos adversaires ont-ils entrepris de faire surtout appel au fanatisme et aux préjugés de race, au cours de la présente campagne électorale; manière commode de remplacer des arguments absents.

Entre-temps ils "bluffent" tant qu'ils peuvent, dans le fol espoir d'impressionner quelques bons gogos.

Mais les bênets sont rares dans la Puissance; les bleus, vont apprendre à leurs dépens qu'on ne "bluffe" pas aisément les Canadiens.

Mieux que Tabarin

Sir Chs. Tupper nous donne actuellement la comédie, une comédie du genre le plus bouffon qui se puisse rêver, digne en tout point, des trêteaux de Tabarin.

Nulle prestigigitateur ne surpasse jamais la dextérité avec laquelle Sir Chs. Tupper sait, suivant l'occasion, faire disparaitre ou exhiber la muscade de l'Impérialisme.

L'année dernière, quand il fut question d'envoyer des contingents Canadiens au Transvaal, on se rappelle avec quelle ardeur, Sir Chs. Tupper réclamait à cor et à cris l'envoi de ces contingents.

Clarke Wallace, son fidèle Achate, l'un des plus fermes piliers du conservatisme actuel, dénonçait le gouvernement libéral pour n'avoir envoyé qu'un contingent de mille hommes. Suivant lui c'étaient dix mille hommes qu'il fallait envoyer.

Puis, l'envoi des contingents décidé, ce fut une autre chanson.

Sir Charles et ses amis menèrent grand tapage contre Sir Wilfrid Laurier, qu'ils accusaient de lésinérie, et de déloyauté parcequ'il se refusait à faire supporter au Canada l'entretien du contingent pendant to la durée de la campagne.

Le gouvernement libéral avait pris à sa charge les frais et la solde des contingents jusqu'en Afrique, laissant au gouvernement Anglais le soin de payer la solde des hommes en campagne.

A l'ouverture de la session cette année, Sir Charles avait enfourché ce nouveau cheval de bataille, et en plusieurs occasions il répéta ses accusations contre l'attitude du cabinet libéral.

Malgré toutes les imprécations du chef de l'opposition, Sir W Laurier maintient sa position épargnant ainsi à la Puissance une dépense de plusieurs millions de piastres.

Or que voyons nous aujourd'hui?

Sir Chs. Tupper dans son entrevue avec le reporter de la PRESSE, s'élève contre la politique impérialiste de Sir W. Laurier, politique qui suivant Sir Charles expose le Canada à payer des sommes considérables pour le soutien de l'Empire.

"Sir W. Laurier est trop anglais pour moi, dit-il".

L'année dernière Sir W. Laurier était voué aux gémonies par les bons conservateurs, qui le dénonçaient comme trop français!!

Franchement, voila une comédie qui dépasse les bornes permises, et il faut que Sir Ch. Tupper ait une bien piètre idée de l'intelligence de l'électorat canadien, pour espérer se jouer ainsi de lui.

Il s'apercevra, mais un peu tard sans doute, que de semblables pitreries, ne réussissent qu'à discréditer ceux qui s'y livrent.

Sinistre comedie

Il en est des interviews de Sir Chs Tupper comme des brochures électorales de son parti ; ils sont donnés en partie double, pour Québec et pour Ontario.

A Toronto, Sir Chs. Tupper répudie avec emphase la brochure No. 6 publiée dans la province de Québec. A Montréal, dans son interview accordé au reporter de la PRESSE, Sir Chs. Tupper proclame que :

"Sir W. Laurier est trop anglais pour lui."

La duplicité du chef conservateur est évidente ; sa répudiation de Toronto n'est elle même qu'une sinistre comédie.

Le lendemain du jour où le SOLEIL publiait dans ses colonnes les extraits des deux brochures électorales anglaises et françaises, et mettait à nu la duplicité des conservateurs, le JOURNAL de Montréal, déclarait que la brochure française avait été préparée par les soins des organisateurs conservateurs dans la Province de Québec.

Donc, de l'aveu même de l'organe français de Sir Chs Tupper, les organisateurs du parti conservateur français sont seuls responsables des opinions émises dans le pamphlet No. 6.

Sir Chs. Tupper avant de se rendre à Toronto, était passé à Montréal, et le lendemain de sa visite, voici ce qu'écrivait le JOURNAL :

"Le travail de préparation commencé dans la région de Montréal par M. Bergeron, et dans la région de Québec par par l'hon. T. C. Casgrain a reçu la haute approbation de Sir Chs. Tupper.

La publication de la brochure No. 6 fait nécessairement partie, et une partie importante, de ce travail de préparation, et par suite à reçu la haute approbation de Sir Chs. Tupper.

D'ailleurs toute la campagne conservatrice dans Québec roule presqu'exclusivement sur les accusations publiées dans la brochure No. 6 contre Sir W. Laurier.

Malgré la répudiation de Sir Chs. Tupper, le JOURNAL continue sa campagne sur les mêmes lignes.

Or le directeur du JOURNAL est M. Macdonald l'organisateur général du parti conservateur dans Québec.

Le JOURNAL est publié par M. H. Graham, propriétaire du STAR et le bras droit de Sir Chs. Tupper.

Le JOURNAL ne continuerait donc point sa campagne de diffamation contre Sir W. Laurier à propos de l'envoi des contingents au Transvaal, s'il n'était assuré d'être d'accord sur ce sujet avec Sir Chs. Tupper.

La répudiation de Sir Chs. Tupper, n'est donc qu'une sinistre comédie.

Elle achevera de mettre le sceau à une réputation de duplicité, d'ailleurs bien établie de longue date.

Hypocrisie et mensonge sont les deux mamelles ou s'allaite le parti conservateur ; point n'est besoin d'être grand devin pour prédire qu'avec une semblable nourriture, il ne vivra pas longtemps.

Notes Editoriales

Nous avons peine à croire que M Tardivel puisse être sincère quand il feint de donner à la réponse de M. d'Hellencourt le sens qu'il lui donne.

Nous pourrions avec tout autant d'a propos lui demander à lui même, pourquoi il persiste à vivre au milieu de gens dont il ne se gêne pas pour relever les fautes de language ou d'écriture.

M. Tardivel n'est pas sérieux, et il semble bien qu'en commettant cette ridicule espiéglerie, il se soit fait le complice d'une cer-

(Suite à la 5ième page)